



La relation ambiguë extrême droite-police

La désignation du très médiatique Matthieu Valet, ancien porte-parole du syndicat indépendant des commissaires de police, sur la liste du Rassemblement national (RN) pour les élections européennes de 2024, montre que le discours de ce parti sur la sécurité commence à porter ses fruits. Analyse.

Philippe LAMY, docteur en sociologie, membre de la section LDH Grand-Périgieux

L'extrême droite (ED) a toujours soutenu la police et les policiers sont sensibles à son discours sur l'ordre, la fermeté à l'égard des délinquants, le respect de l'autorité. Le programme maximaliste du RN, « plus de policiers, de moyens, de budgets » (projet présidentiel de Marine Le Pen en 2022) ne peut que séduire les policiers et les gendarmes et expliquer cette forte tendance électorale en sa faveur. Les travaux de Luc Rouban au Cevipof⁽¹⁾ sur le vote et les intentions de vote des fonctionnaires montrent la forte attractivité du RN auprès des forces de sécurité intérieure depuis 2017⁽²⁾.

Le RN dispose-t-il de relais et de réseaux dans la police pouvant expliquer ce vote ? Les choses sont plus compliquées que cela. Le corps policier est fortement syndicalisé (49 %) et, jusqu'à la décennie 1980, la Fédération autonome des syndicats de police (Fasp), marquée à gauche, était majoritaire. Depuis, le syndicalisme policier a été l'objet de nombreuses reconfigurations avec, en 2022, un bloc Alliance-Unsa⁽³⁾-Police (49,45 %) et Unité SG Police-FO (35 %).

Le syndicalisme d'ED a toujours été minoritaire mais, sous son couvert, des groupes extrémistes ont tenté d'infiltrer la police avec parfois une certaine passivité des autorités. Ainsi Frédéric Jamet, lieutenant de police, affecté à l'Ocrtis⁽⁴⁾, adhérent de l'Œuvre française (OF), était chargé de réécrire les notes de la RGPP⁽⁵⁾. Plutôt que de les détruire, il les passait à l'OF et organisait des fuites d'informations. Il a été affecté ensuite à la répression de l'immigration clandestine, puis muté à Tahiti en 1992. En 1997, il est un des responsables du Front national Police⁽⁶⁾.

Il faut noter que si la Nouvelle Droite (Grece)⁽⁷⁾ a été tentée de faire de l'entrisme dans les milieux militaires, via sa revue *Nation*

armée, elle n'a jamais essayé de pénétrer les milieux policiers, même si certains de ses membres ou sympathisants ont pu exercer des fonctions dans la police⁽⁸⁾.

Tentatives d'infiltration des groupuscules d'ED

Après 1968, le ministère de l'Intérieur cherche des informateurs pour lutter contre la « subversion gauchiste » à l'université. La 2^e section des Renseignements généraux (RG) est chargée de recruter des enquêteurs et des inspecteurs au sein des facultés de droit, et notamment Assas⁽⁹⁾, à Paris. De fait, la profession de commissaire de police ou d'inspecteur nécessitant des connaissances en droit, il n'est pas étonnant de retrouver dans les rangs de la police nationale d'anciens activistes du Gud⁽¹⁰⁾. Ainsi, le commissaire du 5^e arrondissement, chargé d'évacuer la faculté d'Assas occupée par l'extrême droite en 1981, était un ancien dudit Gud, parti en 1975 au Liban avec d'autres volontaires combattre dans les rangs des Kataëb⁽¹¹⁾. D'autres, beaucoup plus discrets, auront par la suite de belles carrières dans la police, taisant leurs engagements de jeunesse.

En 1980, un syndicaliste policier dénonce la présence de nombreux policiers au sein d'un groupuscule néonazi, la Fane⁽¹²⁾. Celle-ci, dirigée par Marc Fredriksen, présente au sein du FN, a repris son autonomie après la mort du dirigeant du Front national, François Duprat. C'est surtout la présence en son sein de Paul-Louis Durand qui suscite quelques émotions. Militant déjà à la Fane, P. L. Durand avait été recruté, après concours, comme inspecteur de police, et affecté aux RG de la préfecture de police de Paris avec pour mission de protéger des hautes personnalités. D'autres groupuscules d'ED comme le PNFE⁽¹³⁾ et l'OF ont eu également des ramifications dans la police grâce notamment à la couverture syndicale de la Fpip⁽¹⁴⁾. Pierre Sidos, leader de l'OF, se vantait d'avoir la moitié du bureau national de la fédération⁽¹⁵⁾. Groupuscule néonazi, le PNFE, dirigé par Claude Cornilleau, conseiller municipal à Chelles sur une liste RPR, avait tenté lui aussi d'infiltrer la police, avec un certain succès. Serge Lecanu, inspecteur au SRPJ⁽¹⁶⁾ de Versailles, secrétaire général de la Fpip, était également secrétaire général du PNFE⁽¹⁷⁾ – alors impliqué dans une série d'attentats meurtriers contre des foyers Sonacotra. Créée en 1973, la Fpip est alors peu représentée dans la police,

« Le programme maximaliste du RN, « plus de policiers, de moyens, de budgets » ne peut que séduire les policiers et les gendarmes et expliquer la forte tendance électorale en sa faveur. »



Sous l'impulsion de l'équipe de Bruno Mégret le FN a créé des syndicats politiques catégoriels, dont un dans la police, le FN de la police (FNP), fin 1995, avec une revue trimestrielle, Le Policier français.

aujourd'hui d'appartenir à une organisation. Tout se joue sur les réseaux sociaux (Telegram, Snapchat, Facebook), où propos racistes ou incitations à la haine s'échangent sous couvert de l'anonymat. A vrai dire, les seuls réseaux politiques efficaces dans la police ont été montés par le RPR, en liaison avec le SAC⁽²⁰⁾, dans les années 1970.

La notabilisation du RN, avec quatre-vingt-huit députés dont quatre anciens policiers⁽²¹⁾, peut lui permettre d'entrer plus aisément dans les commissariats ou les compagnies de CRS, où ses représentants sont toujours très bien reçus. Le RN pourrait compter sur un petit réseau d'une vingtaine de fonctionnaires⁽²²⁾. Soucieux de leur carrière, les hauts responsables de la police ne prendront pas le risque de se déclarer pour Marine Le Pen. Mais, si le RN gagne les élections législatives, il n'est pas incertain que des cadres et une partie des syndicats basculent de son côté. En tout cas, la base policière vote déjà majoritairement pour lui. ●

et essentiellement dans des unités parisiennes. L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 favorise son développement, avec un discours demandant le rétablissement de la peine de mort, le droit pour les policiers de tirer après sommation comme les gendarmes, et le rétablissement des QHS⁽¹⁸⁾. Mais surtout, la fédération, qui dénonce les « voyous maghrébins », est le seul syndicat policier à faire le lien entre immigration et délinquance. Elle connaît son heure de gloire en 1983 en organisant une manifestation d'un millier de policiers contre le garde des Sceaux, Robert Badinter, avec la présence de Jean-Marie Le Pen. Mais la Fpip ne perçoit pas véritablement dans la police, pesant entre 4 à 6 % ; elle réalise cependant des scores significatifs dans des départements comme les Bouches-du-Rhône.

Attrait grandissant de la police pour le FN-RN

Sous l'impulsion de l'équipe de Bruno Mégret, le FN décide de créer des syndicats politiques catégoriels, dont un dans la police : le FN de la police (FNP), avec une revue trimestrielle, *Le Policier français*. C'est un ancien de la Fpip, Jean-Paul Laurendeau, sous-brigadier et conseiller municipal de Brunoy, qui le dirige. Jean-François Galvaire, membre fondateur d'Ordre nouveau, passé au PFN puis au FN, est son avocat, après avoir été celui de la Fpip. La dynamique que connaît alors le FN, notamment après les victoires municipales dans le sud-est de la France, a des répercussions dans les élections professionnelles de la police en décembre 1995, avec 13,4 % de votes pour l'ED (7,53 % pour le FNP et 5,86 % pour la Fpip) au niveau national (12 % à Paris). Une des six compagnies de district chargée du maintien de l'ordre à Paris votait alors à 48 % pour l'ED. Le vote était également élevé dans certaines compagnies de CRS, comme à Marseille. Mais le 10 avril 1998, la Cour de cassation a jugé illégale la constitution des deux syndicats, police et pénitentiaire, liés au FN.

En 1997, les policiers frontistes créent, en prévision de l'invalidation du FNP, France Police. C'est la CFTC-Police dirigée par Michel Thooris qui récupère une partie des cadres du FNP. Devant ses prises de position extrémistes, la CFTC nationale place le syndicat sous tutelle et nomme de nouveaux responsables. Thooris rejoint alors France Police⁽¹⁹⁾.

Quant aux policiers frayant avec l'ED activiste, plus besoin

(1) Centre de recherches politiques de Sciences Po.

(2) Même si ces résultats doivent être parfois relativisés en raison du faible échantillon ou d'un mélange policiers/militaires. Luc Rouban, « Les fonctionnaires face à l'élection présidentielle de 2022 (en avril 2021) », note de recherche élection présidentielle 2022, Sciences Po Cevipof, mai 2021, 12 p. ; « Le vote des fonctionnaires à l'élection présidentielle de 2022 », rapport de recherche « Vague 13 et 13bis », Sciences Po Paris, 2022, 11 p.

(3) Union nationale des syndicats autonomes.

(4) Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants.

(5) Renseignements généraux de la préfecture de police.

(6) Il a ensuite été mêlé à un braquage et condamné à sept ans de prison en 2004.

(7) Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne.

(8) Citons le cas de Jean-Pierre Bataille, inspecteur à la Direction centrale des Renseignements généraux (DCRG), responsable d'Europe-Jeunesse à Bordeaux, membre du Grece et révoqué pour avoir donné des renseignements à des militants d'extrême droite du FLNC en 1980 ; ou de Jean Lucat, inspecteur à la Direction de la surveillance du territoire (DST).

(9) Commissaire Diamant, *Les Réseaux secrets de la police*, La Découverte, 1993.

(10) Groupe union défense.

(11) Alain Hamon, Jean-Charles Marchand, *P... comme police*, Alain Moreau, 1983.

(12) Fédération d'action nationale et européenne.

(13) Parti nationaliste français et européen.

(14) Fédération professionnelle indépendante de la police (classée à l'extrême droite).

(15) Franck Buleux (dir.), « Pierre Sidos », in *Cahiers d'histoire du nationalisme*, n° 22, 2021.

(16) Service régional de police judiciaire.

(17) Hervé Gattegno, « Képis bleus, chemises brunes », in *Le Nouvel Observateur*, 1^{er} mars 1990.

(18) Quartiers de haute sécurité.

(19) Voir le document de la commission antifasciste de l'Union syndicales Solidaires : « le syndicalisme d'extrême-droite dans la police », in *Les Utopiques*, n° 20/23.

(20) Service d'action civique.

(21) Romain Baudry (15^e circ. des Bouches-du-Rhône) ; Michaël Tavernier (12^e circ. du Nord), ex-DLF, Stéphane Rambaud (3^e circ. du Var) ; Antoine Villedieu (1^{er} circ. de la Haute-Saône), ex-porte-parole de la Fpip [NDLR : le présent article a été rédigé avant les élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024].

(22) Frédéric Ploquin, *Les Réseaux secrets de la police*, Nouveau Monde éditions, 2023.